

Convention collective départementale

IDCC : 1967. – **INDUSTRIES DES MÉTAUX
(BAS-RHIN)
(4 avril 1996)**

(Bulletin officiel n° 1997-4 bis)

(Etendue par arrêté du 25 juin 1997,
Journal officiel du 5 juillet 1997)

■ *Journal officiel* du 18 juillet 2009

**Arrêté du 10 juillet 2009 portant extension d'un accord conclu dans
le cadre de la convention collective de l'industrie des métaux du
Bas-Rhin (n° 1967)**

NOR : MTST0916245A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 25 juin 1997 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du
27 mars 2009, portant extension de la convention collective de l'industrie
des métaux du Bas-Rhin du 4 avril 1996 (composée des clauses communes,
de l'avenant « ouvriers, employés, techniciens, agents de maîtrise » et de
l'avenant du 22 juin 1993 relatif aux rémunérations annuelles effectives
garanties) et des accords la modifiant ;

Vu l'accord du 5 février 2009, relatif à l'avenant du 22 décembre 2008,
conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 12 mai 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du
3 juillet 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective de l'industrie des métaux du Bas-Rhin du 4 avril 1996, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'accord du 5 février 2009, relatif à l'avenant du 22 décembre 2008, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juillet 2009.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/14, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.